DISCUSSIONS ET DOCUMENTS

SUR LE DUCHÉ CAROLINGIEN ET CAPÉTIEN - XVI

Départs de pèlerins et de croisés bourguignons au XIe s. :
à propos d'une charte de Cluny.

Une des questions que soulève la participation de princes, des barons et
des chevaliers à la Première Croisade est celle de l'établissement que
certains d'entre eux, au moins, auraient pu envisager de réaliser outre-mer,
dans la perspective des conquêtes que l'expédition effectuerait. La question
est délicate, parce que précisément la détermination des buts de la croisade
reste entourée d'incertitude. Si l'on admet qu'Urbain II, en plus de l'aide à
apporter à l'empire byzantin pour débarrasser celui-ci de la menace turque,
avait prévu le rétablissement d'une domination chrétienne aux Lieux-Saints,
l'idée de l'implantation d'un certain nombre de guerriers et de chefs
temporels auprès de ceux-ci aurait effectivement pu être mise en avant.
Mais le seul texte d'origine pontificale qui y fasse allusion, celui qui
prévoya l'attribution des cathédrales aux princes qui conquerraient les villes
où elles seraient située, reste sujet à caution.1

Les historiens se sont donc attachés à rechercher dans les actes
émanant des croisés eux-mêmes la trace de l'intention que tel d'entre eux
pouvait avoir de se fixer en Terre-Sainte à l'issue de la croisade. La légende
a attribué une telle intention à Godefroy de Bouillon. Mais une étude
attentive a permis d'écarter l'argument que l'on tirait de la vente du château
de Bouillon par le duc de Basse-Lorraine à l'évêque de Liège, vente que l'on
interprétait comme attestant que ce prince n'envisageait pas de revenir dans
ses terres.2

---

1. Ce texte, qui figure dans une des copies du cartulaire de Saint-Sépulcre, attribue
au légat Adhémar de Monteil la définition de la limite entre le royaume de Jérusalem
et la principauté d'Antioche, ce que les historiens anachronisme, et à Pascal II,
dans l'ouvrage de Bénévent, le rappel de la décision prise par Urbain II au concile de
Clermont : « quicumque principes provincias vel civitates super gentiles
conquerenter, eliminatis gentium ritibus, corum principatibus ecclesie restitute
pertinere » (Le cartulaire du chapitre du Saint-Sépulcre de Jérusalem, éd. G. BRESC-
BAUTIER, Paris, 1984, p.203-204). Ce texte, comme les bulles de Pascal II (ibid., p. 33-34),
n'a-t-il pas été fabriqué lorsque se posa la question de l'obéissance des églises
de l'ancienne province de Tyr, disputée entre les patriarches d'Antioche et de
Jérusalem ?

2. G. DESPY, “Godefroid de Bouillon : mythes et réalités ”, Académie royale de
Belgique, Bull. de la classe des lettres, 1985, p. 254. Godefroy avait engagé sa
forteresse, en se réservant de pouvoir la dégager à son retour.

Annales de Bourgogne, LX, 1988, p. 139-143.
C'est un texte de la région bourguignonne qui a donc paru le meilleur témoignage de la volonté d'un baron croisé de se fixer éventuellement en terre de conquête. Il s'agit d'une charte émanant d'Achard, seigneur de Montmerle (personnage dont la sœur était l'épouse du chevalier charolais Bernard de Chechy, qui construisit le château de Chaumont-en-Charolais), lequel engagea le 12 avril 1096 sa terre de Lurcy à l'abbaye de Cluny, qui lui donnait en contrepartie 2000 sous de lyonnais et quatre mules pour lui permettre de partir “bien armé” avec “toute cette immense levée en masse et expédition du peuple chrétien désirant aller à Jérusalem combattre contre les païens et les Sarrasins pour Dieu”. Achard, en effet, précisait que lui seul serait en mesure de dégager sa terre et que « au cas où je mourrais pendant ce pélerinage à Jérusalem, ou bien si je décidais de me fixer dans ce pays d'une manière quelconque, l'abbaye de Cluny ne tiendrait plus à titre de gage ce bien qu'elle tient actuellement en gage, mais que ce serait en possession légitime et pour toujours »1.

Ce texte a été retenu comme précisant le mode de financement de la croisade, par engagement des biens, tel qu'il fut pratiqué lors de la Première Croisade2. Mais il a aussi paru susceptible d'éclairer les motivations de ceux qui partaient en croisade, par l'allusion que fait Achard à l'éventualité d'un séjour définitif dans le pays que les croisés avaient l'intention d'atteindre. C'est ce qu'a écrit J. Riley-Smith : « Il y a toutefois des indices d'un élément matérialiste chez les chevaliers : ainsi Wolfker de Kuffer, un noble allemand, et Achard de Montmerle, un jeune seigneur châtelain, qui devait être tué près de Jaffa, avaient inséré dans leurs actes d'engagement des clauses prévoyant le cas où ils s'établiraient en Orient »3.

Nous voudrions signaler que ces clauses sont moins nouvelles qu'on pourrait le supposer. Et ceci en faisant appel à des documents qui ont été rédigés dans la région même où fut écrit l'acte de mise en gage des biens du seigneur de Montmerle.


A la date de 1092, le chevalier Guy Rufin (quidam miles nomine Guido Rufinus filius Dalmati militis) exprimait son intention de partir pour l'Espagne. Il donnait alors « à Dieu et au saint martyr Marcel », c'est-à-dire à Saint-Marcel-lès-Chalon, un manse à Dorçena et une tenure à Servigny, avec les serfs qui les cultivaient, « pour le remède de son âme et de celle de son père », de telle façon que « aussi longtemps qu'il séjournerait dans ces contrées, les moines desservant ce lieu perçoivent les revenus de cette terre », le don étant acquis « s'il mourait ou s'il restait dans ces contrées ».

Il n'est sans doute pas impossible que Guy Rufin, à cette date, ait envisagé la possibilité de s'établir dans l'Espagne où les Bourguignons, autour de la reine de Castille Constance, des comtes Raymond et Henri de Bourgogne, avaient été attirés en terre de reconquista; son propos pouvait cependant être simplement d'accomplir un pèlerinage à Compostelle.

L'hésitation n'est plus possible quand on lit, dans un acte de deux années antérieure (1090), que Pierre Charbonel (dont le frère, Boniface, est qualifié de chevalier), « ayant le désir d'aller à Jérusalem », cédait à Saint-Marcel ce qu'il possédait à Servigny, en telle manière que, « s'il venait à mourir ou à demeurer dans ces contrées », les biens en question resteraient la propriété du prieuré. Il étendait cette cession à d'autres biens qu'il laissait aux mains de son frère, en précisant que s'il mourait au cours de son voyage, les moines célébreraient à son intention et à celle de ce frère les services liturgiques pour les défunts. Boniface, d'ailleurs, devait faire quelques difficultés pour s'exécuter ; il fallut l'intervention des comtes Guy et Geoffroy pour qu'il acceptât de se désister de ses revendications, pendant un délai de trois ans.

Il n'était évidemment pas question, en 1090, d'un établissement en terre de croisade. Le pèlerin qu'était Pierre Charbonel ne pouvait avoir comme perspective, en envisageant son non-retour, que l'accident qui l'aurait privé


4. Ceci en 1093 (ibid., p. 91). Pierre n'était sans doute pas revenu, et les deux comtes (le comte de Chalon avait été partagé entre eux à la mort du comte Hugues II, en 1078) obtiennent ici de son frère un délai permettant d'attendre encore trois années, le retour toujours possible du pèlerin avant d'émettre d'éventuelles revendications.
de sa liberté, ou l'entrée en religion dans un monastère ou un hôpital, tels que les Latins en avaient dès lors à Jérusalem. Mais peut-être la clause si in partibus illis vel moreretur vel remaneret a-t-elle une portée plus générale. Dans le cas d'un engagement, en effet, l'établissement religieux qui reçoit le bien en gage se voit de la sorte garanti contre toute revendication des membres du lignage, puisque c'est celui qui a contracté l'emprunt qui se réserve l'exclusivité de la possibilité de dégager ce bien. Toutefois, dans les deux textes de Saint-Marcel, il n'est pas fait allusion au versement d'une somme par l'engagiste. Et aussi bien Guy Rufin que Pierre Charbonel donnent à leurs actes le caractères d'une donation.

Nous voudrions rapprocher ces actes d'un autre, un peu plus ancien — d'après les personnages cités et sa place dans la chronique, il pourrait être des environs de 1060 —, qui concerne Saint-Pierre de Bèze.

« Un chevalier de notre région, de noble naissance, appelé Olgerius, se rendit à Jérusalem avec beaucoup d'autres. Mais, en revenant, après avoir supporté bien des dangers pour le Christ, il quitta la lumière de la vie présente par une mort que nous croyons bienheureuse.

En présence de ses compagnons de voyage qui l'écoutaient, il légua à Saint-Pierre de Bèze et à ses moines un manse garni, avec le serv y habitant, appelé Arnaud, à Vieville... Il ordonna aussi de donner en même temps (à l'abbaye) la femme de celui-ci, appelée Tedindis, avec ses fils et ses filles, et il demanda que l'on déposât sur l'autel les palmes qu'il avait rapportées de Jéricho en témoignage de son pèlerinage.»

Olgerius est donc l'un de ces pèlerins qui ne reviennent pas de leur voyage. Son souci, au moment de mourir, est de s'assurer les prières des moines de Bèze pour le salut de son âme. Guy Rufin et Pierre Charbonel, en remettant à Saint-Marcel quelques biens fonciers au moment de leur départ, ne se prémunirent-ils pas essentiellement contre une mort subite ou une disparition qui les empêcherait de prendre des dispositions du même


2. Ce départ collectif n'est pas celui dont faisait état Raoul Glaber (Les cinq livres de ses histoires (900-1044), éd. M. Prou, Paris, 1886 ("Coll. de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire"), p. 106) : la date en est plus tardive.

3. Le texte ajoute que la femme et les fils du donateur firent approuver la donation par ses vassaux et l'approuvèrent eux-mêmes, et précise quels services devait la tenure en question.
ordre ?\textsuperscript{1}. Il pourrait, dans leur cas, s’agir non d’une mise en gage, mais d’une donation anticipée et conditionnelle\textsuperscript{2}.

Quoi qu’il en soit, la clause figurant dans leurs actes paraît déjà entrée dans les usages plusieurs années avant la croisade. Dans l’acte d’engagement d’Achard de Montmerle, il ne faut peut-être pas lui donner plus de portée que dans les actes antérieurs à 1095.

Nous serions ainsi en présence, non pas d’un croisé qui s’attend à fonder une seigneurie en terre de colonisation, mais d’un pèlerin anxieux de s’assurer les prières d’une communauté monastique au cas où il ne reviendrait pas d’une expédition très aventureuse. En cela, il retrouve les préoccupations de ceux qui, avant lui, ont déjà recouru à un certain modèle de donation. Mais le sire de Montmerle envisage de laisser aux moines la terre qui a servi de garantie à l’emprunt qu’il a contracté envers eux en vue de répondre aux exigences financières de la croisade : c’est là ce qui fait l’originalité de l’acte de 1095.

Jean RICHARD,
Dijon.

\textsuperscript{1} L’éventualité d’une mort au cours du pèlerinage correspond à ce que nous connaissons pour plus d’un pèlerin, à commencer par le Liébaud (de Digoin ?) dont Raoul Glauber cite la mort à Jérusalem (Les cinq livres de ses histoires, op. cit., p.106-107). Le comte de Chalon Thibaud meurt rediens ab Hispania en faisant un legs à Cluny (Recueil des Chartes de Cluny, op. cit. n° 3602) ; le chevalier Guiges Chapels, un Beaujolais, revenant de Rome, tombe malade et meurt à Lyon, en faisant une donation analogue (ibid., n° 3577).

\textsuperscript{2} Bien entendu, rien n’empêche ces donateurs d’avoir reçu un contre-don, mais la charte ne fait pas allusion à la restitution d’une somme avancée. Pierre Charbonel stipule que la moitié du bien qu’il a donné à Saint-Marcel restera acquise au couvent à sa mort, au cas où il laisserait un héritier légitime, et la totalité, s’il entrait en religion dans ce couvent (ce qui s’est passé dans le cas de Guy Rufin).